Les crédits

l'aborde. Il veut s'arrêter plus particulièrement sur l'utilisation que les provinces peuvent ou non faire de l'argent qui leur est transféré par le gouvernement fédéral, et je sais là où il veut en venir.

Je voudrais peut-être amener également son collègue à envisager l'éducation d'un autre point de vue en se penchant sur la situation en général dans ce domaine. En fait, nous sommes confrontés à un problème fondamental en ce qui concerne l'éducation au Canada, puisque le taux d'abandon est de 30 p. 100 au niveau secondaire. Cela représente environ 100 000 décrocheurs par année au niveau secondaire.

Mon collègue s'attarde plus particulièrement sur l'enseignement postsecondaire qui est très important, j'en conviens. Cependant, avant que ces étudiants n'arrivent à ce niveau, ils doivent passer par l'école secondaire. Étant donné qu'il y a 30 p. 100 de décrocheurs au Canada, à l'heure actuelle, cela pose un problème fondamental ne concernant pas simplement le gouvernement fédéral, mais la société canadienne en général. Il demande l'intervention des gouvernements provinciaux et autres au Canada qui ont certaines compétences en matière d'éducation.

Comme nous l'avons signalé à de nombreuses reprises auparavant, nous n'avons pas l'intention d'empiéter sur les compétences provinciales relativement à l'éducation. Cela dit, un problème se pose dans ce domaine. Ainsi, tous les gouvernements et toutes les parties intéressées doivent unir leurs efforts pour trouver une façon de remédier à cette situation extrêmement grave en ce qui concerne le taux d'abandon au niveau secondaire. C'est exactement ce que nous essayons de faire en lançant notamment des programmes comme l'École avant tout et en ouvrant la porte à des discussions extrêmement importantes avec les autres autorités responsables de l'éducation au Canada, afin que nous puissions trouver une solution et nous attaquer à la racine du problème qui est, semble-t-il, au niveau secondaire où la proportion de décrocheurs est de 30 p. 100. Ainsi, lorsque ces étudiants n'abandonneront plus leurs études, ils pourront atteindre le niveau postsecondaire.

[Français]

Mme Marie Gibeau (Bourassa): Monsieur le Président, j'aimerais remercier le ministre qui semble, de façon très authentique, être préoccupé par cette question et nous aussi, cette question nous préoccupe.

Il a cité, dans son discours et dans le discours du Trône, le fait que la prospérité économique du Canada passait par les ressources humaines. J'aimerais demander au ministre comment son programme «L'école avant tout» qui annonce une stratégie assez nouvelle et qui certaine-

ment alloue des fonds importants, puisqu'il a mentionné une somme de 296 millions de dollars, j'aimerais lui demander, donc, comment sa politique va s'appliquer ou va s'harmoniser avec les politiques de l'éducation du Québec? Et s'il lui est possible, pourrait-il élaborer sur les critères qui vont prévaloir pour la répartition de ces fonds?

M. Cadieux: Monsieur le Président, j'apprécie évidemment la question qui est posée par mon honorable collègue. Le problème auquel mon honorable collègue réfère, monsieur le Président, est un problème qui, j'en suis sûr, affecte tous les députés de cette Chambre et pas seulement moi ou les membres qui ont parlé jusqu'à maintenant.

Nous avons un problème fondamental. Le discours du Trône parlait bien sûr des ressources humaines et je pense que mon honorable collègue de l'opposition tantôt a, lui aussi, souligné ce fait que la question de compétitivité, etc., est directement reliée bien sûr aux ressources humaines que nous avons ici au Canada. Je dois admettre, avec plaisir monsieur le Président, que je pense que nous sommes, notwithstanding notre population relativement restreinte comparativement à nos voisins du Sud, 26 millions de Canadiens ici au Canada, mais 26 millions de Canadiens généralement très ingénieux, monsieur le Président. Si ces derniers—m'incluant, monsieur le Président—ont les outils nécessaires pour être et continuer d'être ingénieux, nous allons pouvoir continuer à être compétitifs et à faire concurrence à n'importe quel pays au monde, puisque nous avons les ressources et nous avons, justement, ce caractère d'ingéniosité qui est là.

Mais il faut s'assurer que ce caractère d'ingéniosité qui se retrouve dans nos ressources humaines, chez nos jeunes, au niveau scolaire, soit encouragé. Quand nous faisons face à 30 p. 100 de décrocheurs, soit 100 000 étudiants de niveau secondaire, qui décrochent au Canada, il y a un problème fondamental et ce n'est pas juste un problème fédéral, c'est un problème canadien où toutes les juridictions et tous les intéressés doivent mettre la main à la pâte afin de solutionner le problème à la source, monsieur le Président, soit au niveau de l'école secondaire.

• (1200)

Alors, notwithstanding le fait, monsieur le Président, que tous ici reconnaissent que l'éducation est fondamentalement de juridiction provinciale et qu'il n'est pas question, pour le gouvernement fédéral, de s'ingérer dans cette juridiction provinciale, il ne faut quand même pas ignorer le problème.

Donc, notre programme vise à encourager ces jeunes à demeurer à l'école, à analyser leur situation, à les encou-